

La situation explosive à Kanésatake inquiète Jean Charest

LE DEVOIR
ET LA PRESSE
CANADIENNE

L'arrivée de nouveaux policiers sur le territoire mohawk de Kanésatake jeudi prochain pourrait provoquer de nouveaux actes de violence. La situation explosive inquiète de plus en plus le premier ministre Jean Charest et celui-ci affirme surveiller de près l'évolution des événements. Les trois chefs dissidents lancent de leur côté des menaces à peine voilées.

En entrevue à TVA hier matin, M. Charest a indiqué que Québec travaillait de concert avec le fédéral et le grand chef élu James Gabriel, toujours en exil, pour assurer un retour à la stabilité sur le territoire. Le premier ministre a insisté sur le fait qu'il faut surtout éviter un retour de la violence.

À quelques jours seulement de l'entrée en vigueur de la nouvelle entente de police tripartite, la situation semble toutefois s'envenimer. Affirmant représenter l'ensemble de la population mohawk qui réside sur le territoire, les trois chefs dissidents ont clairement indiqué samedi qu'ils s'opposeront vigoureusement à l'arrivée jeudi de nouveau chef de police, Dave Thompson, un mohawk d'Akwesasne.

À la suite d'une assemblée générale convoquée d'urgence samedi après-midi, l'un d'eux, John Harding, a déclaré que les habi-

tants du territoire n'accepteront pas la force de Peacekeepers mise sur pied par le grand chef James Gabriel. Les chefs dissidents veulent que leur chef de police, Tracy Cross, demeure en poste. Le mandat de M. Cross doit s'achever le 31 mars et James Gabriel le considère incompetent à lutter contre le crime organisé.

M. Harding a également déclaré qu'il tiendrait pour responsable le gouvernement de Jean Charest si la violence venait à éclater à Kanésatake. Les trois chefs dissidents demandent l'évacuation des femmes, des enfants et des aînés, disant craindre «un bain de sang».

Sécurité menacée

Des rumeurs circulent depuis quelques jours voulant que des membres de la communauté préparent une fois de plus un comité d'accueil à la nouvelle force policière.

James Gabriel croit par ailleurs que sa sécurité est toujours menacée et celui-ci estime toujours ne pas pouvoir réintégrer le territoire mohawk qu'il a quitté depuis l'incendie criminel qui a détruit sa maison dans la nuit du 12 au 13 janvier. Aucune arrestation n'a encore été portée contre les responsables de cet acte criminel.

M. Gabriel s'est rendu à deux reprises au Conseil de bande de Kanésatake et a reçu des menaces des partisans des chefs dissidents.

Intimidation contre le chef Gabriel

RAYMOND GERVAIS

Deux mois et demi après les événements dramatiques survenus à Kanesatake le 12 janvier, aucune accusation n'a encore été portée contre les responsables de l'incendie criminel qui a détruit la maison du grand chef James Gabriel.

Ce n'est donc pas demain la veille que le chef Gabriel pourra réintégrer en toute sécurité sa communauté. À deux reprises depuis son exil volontaire, il est retourné au conseil de bande à Kanesatake et, chaque fois, il a été victime d'intimidation par les partisans des chefs qui s'opposent à sa façon de gouverner.

« Chaque fois, les chefs dissidents communiquent avec leurs supporters pour leur dire que j'arrive. Ils refusent de s'asseoir à la table du conseil et de négocier », a dit M. Gabriel.

Selon lui, la mésentente tourne autour de la façon dont le travail de la police doit être organisé à Kanesatake. Qui a le mandat et qui a l'autorité pour décider comment le corps de police doit être

géré? Voilà toute la question. L'entente tripartite conclue en 1999 et reconduite l'an dernier pour une période de 12 mois ne satisfait pas les parties en cause. Les opposants reprochent à James Gabriel de vouloir implanter une police de Blancs et de gouverner comme un maire.

À quelques jours de la fin de l'entente, qui laisserait le territoire sans forces de l'ordre, le grand chef vient de nommer David Thompson pour diriger le corps de police de Kanesatake. Contrairement à Terry Isaac, qui avait été nommé le 12 janvier à la tête du corps de police, M. Thompson est un policier mohawk d'expérience qui a travaillé à Akwesasne. « Les opposants ont toujours dit qu'il devait y avoir une solution mohawk afin de régler le problème mohawk », rappelle le chef Gabriel, qui s'est entendu avec le grand chef de Kahnawake, Joe Norton, sur la passation des pouvoirs à la direction de la police. Les deux chefs ont décidé de laisser à John K. Diabo, l'actuel chef intérimaire, et à David Thompson le soin de faire eux-mêmes la transition.

M. Gabriel a bon espoir qu'elle se fasse dans l'harmonie et que la situation se règle une fois pour

toutes. Les six agents qui seront intégrés à la force de police au cours de cette transition pour remplacer les hommes de John K. Diabo sont des Mohawks qui ont déjà travaillé à Kanesatake et qui sont connus de la population.

Une fois la loi et l'ordre rétablis, M. Gabriel a l'intention de retourner à Kanesatake et envisage sérieusement le déclenchement d'élections hâtives, afin qu'un conseil de bande fort et homogène dirige les destinées de sa communauté et pense les plaies qui déchirent la population.

Mais avant de tenir des élections, M. Gabriel a indiqué qu'il fallait ramener la paix afin que le scrutin ne se déroule pas dans un climat de tension et d'intimidation.

Il a rappelé qu'une autre maison avait été incendiée il y a deux semaines par des criminels qui désirent semer la terreur et intimider la communauté. « Notre groupe est certain que nous avons toujours l'appui de la population et nos opposants sont du même avis. Je dis : laissons la population décider une fois pour toutes et respectons sa décision », a conclu le chef Gabriel, qui a annoncé qu'il serait candidat à ces élections.

Chevrette critique l'inaction d'Ottawa

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

L'ex-ministre provincial des Affaires autochtones, Guy Chevrette, accuse le gouvernement fédéral de manquer de leadership dans la crise qui perdure à Kanesatake. Il estime qu'Ottawa préfère ne pas se mêler à ce dossier sensible en raison du scandale des commandites.

« Si le fédéral jouait son rôle comme le Québec le joue, j'ai l'impression qu'on avancerait beaucoup plus rapidement que cela. Quand une communauté autochtone est mal gérée, c'est à Ottawa de nommer un titulaire », indique M. Chevrette. Il rappelle également qu'il revient à la Gendarmerie royale du Canada d'intervenir s'il y a trafic d'armes ou de drogue sur la réserve.

Mais le gouvernement fédéral refuserait carrément d'intervenir de peur de se plonger dans une nouvelle crise. « Je n'ai jamais vu ça, on ne peut plus parler d'autre chose que le scandale des commandites », déplore l'ex-ministre qui a mis de l'avant la Paix des Braves en juillet 2000. Or, ce dossier aussi traîne depuis qu'Ottawa a décidé de retarder la ratification de l'entente.

« Depuis dix ans, le gouvernement provincial s'acquitte beaucoup plus sérieusement de ses responsabilités face aux autochtones que le fédéral », affirme M. Chevrette. Il dit regretter que l'actuel ministre aux Affaires autochtones, Benoît Pelletier, ne puisse faire progresser la situation à Kanesatake malgré toute la bonne volonté dont il semble faire preuve.

Il a néanmoins noté quelques erreurs de parcours du gouvernement provincial dans la plus récente crise. « En démocratie, on ne négocie pas avec les mi-

noritaires, c'est une erreur. C'est comme si le gouvernement négociait avec le chef de l'opposition Jacques Langlois au lieu du maire de Québec Jean-Paul L'Allier », illustre Guy Chevrette.

LE BLOC S'EN MÊLE

Le chef du Bloc, Gilles Duceppe, assure que son parti se penchera de plus près sur les problèmes autochtones. Il se défend bien de ne parler que du scandale des commandites au Parlement. « Oui on a posé 450 questions là-dessus en Chambre, mais pendant ce temps, on en a posé 4000 sur d'autres sujets. »

Le parti cherche d'ailleurs à améliorer sa crédibilité dans le dossier des affaires autochtones. Le Bloc a approché M. Chevrette pour se présenter dans Louis-Hébert contre la ministre du Patrimoine, Hélène Chalifour-Scherrer, mais celui-ci a décliné l'offre. « J'ai tourné la page sur la politique », a-t-il dit, ne cachant pas toutefois qu'il n'avait pas écarté l'idée immédiatement.

C'est plutôt le communicateur et négociateur autochtone Bernard Cleary qui a décidé de se présenter dans le comté de Louis-Saint-Laurent. René Lévesque lui a demandé à deux reprises de se joindre à son équipe mais il a toujours refusé, se considérant trop jeune. « J'ai toujours cru à tort que la politique était un choix de fin de carrière », dit-il. L'homme qui aura 67 ans en mai se dit maintenant prêt à faire le saut à Ottawa. « C'est avec le Québec que les autochtones vont se réaliser », lance le souverainiste d'origine montagnaise qui fera partie des rares députés autochtones s'il est élu aux prochaines élections.